



Combatte la corruption et promouvoir l'intégrité dans le secteur de l'armement

« La défense est le dernier bastion de la grande corruption » a déclaré en 2006 John Githongo, le précédent secrétaire permanent pour la bonne gouvernance et l'éthique du Kenya.¹

La défense est historiquement l'un des secteurs les plus fermés de toutes les organisations gouvernementales – que ce soit aux yeux du public ou à ceux d'autres secteurs gouvernementaux. Le secret qui recouvre nécessairement certaines activités de défense s'étend souvent plus largement que cela n'est justifié, rendant ce secteur particulièrement vulnérable à la corruption en l'absence de contrôles adéquats.

Comme pour toute autre forme de corruption, les abus de pouvoir dans le secteur de la défense ne vont pas sans faire de victimes. Chaque dollar détourné représente une occasion perdue d'investir et génère un environnement sécuritaire plus dangereux et instable.

Table des matières

1. Introduction
2. Lien entre défense et développement
3. Types de corruption
4. Les acteurs clés
5. Le rôle potentiel de la société civile
6. Les enseignements
7. Propositions d'actions

Le secteur de la défense génère des dépenses importantes qui le rendent particulièrement vulnérable à la corruption. Les dépenses globales dans le secteur de l'armement ont dépassé mille milliards de dollars US en 2005¹

1. Introduction

L'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (ICPE) de Transparency International classe la défense parmi les trois premiers secteurs les plus corrompus au monde (avec l'exploitation du pétrole, la construction et l'ingénierie). Une étude du Fonds Monétaire International a montré qu'il existe une corrélation entre la corruption d'une part et le montant des dépenses dans le domaine militaire et les passations de marchés dans l'armement d'autre part, mesurés tous deux en termes de produit domestique brut et de dépenses totales de l'état.²

Les entreprises du secteur de la défense commencent à reconnaître le problème que pose la corruption dans ce domaine d'activité. D'après une étude menée en 2006 par Control Risks, environ un tiers des entreprises internationales du secteur de l'armement estimaient avoir perdu un marché au cours de l'année écoulée à cause d'un concurrent qui aurait versé un pot de vin.³ De nombreuses entreprises du secteur s'attaquent au problème d'une manière beaucoup plus directe que du temps de la Guerre Froide. L'évolution de l'environnement législatif, avec notamment la convention contre la corruption de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), a créé les conditions de cette mutation. L'intérêt que portent les médias et les citoyens au domaine de l'armement signifie que la corruption constitue un risque pour la réputation d'une entreprise plus grand que jamais.

L'armée représente potentiellement un facteur de changement et pourrait jouer un rôle clé pour renforcer l'intégrité dans le secteur de la défense. Dans beaucoup de pays, elle est considérée comme l'une des institutions les moins corrompues. Le Baromètre Mondial de la Corruption 2006 montre qu'en moyenne, l'armée est mieux considérée que tous les autres secteurs de la société – à l'exception des groupes religieux et des organisations de la société civile. Si les perceptions varient parfois largement selon les pays, l'armée reçoit globalement la confiance et le respect de la société, ce qui la met en bonne position pour mener la lutte contre la corruption.

2. Lien entre défense et développement

Il existe de bonnes raisons de lutter contre la corruption dans ce secteur, pour les leaders des entreprises d'armement comme pour les promoteurs du développement.

-  La corruption est coûteuse, c'est un gaspillage de ressources rares. Que ce soit par l'intermédiaire de passations de marchés frauduleuses, de rémunérations de soldats fictifs ou de privatisations opaques, la corruption se fait au détriment d'investissements plus productifs socialement, dans les secteurs de l'éducation et de la santé par exemple.
-  La corruption a un impact considérable sur l'efficacité opérationnelle des forces armées.

- ☉ La corruption réduit la confiance du public et des militaires. La confiance des civils et la fierté des militaires pour le service qu'ils rendent à leur pays se trouvent sérieusement entamées lorsqu'ils prennent conscience de la prévalence de la corruption parmi leurs dirigeants.
- ☉ La corruption réduit la crédibilité des forces nationales et internationales déployées lors de missions de maintien de la paix.
- ☉ La défense est un « agent de concentration » de la corruption dans le gouvernement et implique de nombreux acteurs. On peut facilement détourner de l'argent dans ce secteur, ce qui entretient un réseau d'intermédiaires, de comptables et de juristes corrompus.
- ☉ Un niveau de sécurité adéquat est une condition essentielle de croissance et de développement. (C'est là l'argument le plus fort de tous ceux cités précédemment).

3. Types de corruption dans le secteur de la défense

Il existe trois grandes sources de corruption dans le domaine de la défense :

- ☉ Chez les officiels de la défense (autorités gouvernementales et militaires)
- ☉ Dans les institutions de la défense (ministères et forces armées);
- ☉ Dans un contexte politique particulier.

Ces différentes formes de corruption possèdent une caractéristique commune récurrente : le manque de transparence dans les passations de marchés. (Voir ci-contre). Les procédures de passation de marchés présentent de grands risques de corruption dans le secteur de la défense. Ces passations se caractérisent par des contrats de grande ampleur, peu fréquents et techniquement complexes. C'est un domaine que les outsiders ont du mal à comprendre – c'est d'ailleurs parfois aussi le cas des initiés. C'est une tâche très technique que de comprendre les spécifications des équipements car ils doivent être décrits précisément et spécifiquement pour le projet. Avec les importantes sommes d'argent qui sont en jeu, le manque de transparence et de suivi et la tentation des responsables de la défense de profiter des procédures de passation de marchés, le processus offre de multiples occasions de corruption.

L'utilisation d'intermédiaires ou d'agents constitue également une faiblesse des procédures de passation de marchés. Leur implication est plus importante que dans d'autres branches industrielles. L'identité et les activités de tels agents sont souvent tenues secrètes par les entreprises de ce secteur qui considèrent cette information comme « commercialement sensible ». Dans de nombreux cas, c'est en fait parce qu'il s'agit de militaires haut placés ou de personnes proches du « leadership ». La plupart des affaires de corruption dans le secteur de la défense a montré que les pots de vin transitent par ces agents. TI considère que les responsables des passations de marchés dans le domaine de la défense devraient connaître l'identité de tous ces intermédiaires ainsi que les informations relatives aux termes de leurs contrats et de leur paiement.

Types de corruption dans le secteur de la défense:

1. Chez les officiels de la défense

- ☉ Manquement à observer les règles de la conduite des affaires.
- ☉ Versement de pots de vin aux dirigeants publics afin d'échapper aux règles en vigueur (par exemple ne pas effectuer le service militaire; obtenir des postes privilégiés; verser ou exiger de petites sommes).
- ☉ Demande d'argent pour franchir les limites de sécurité et les check points.

2. Dans les institutions de la défense

- ☉ Tirer profit des passations de marché (par exemple détourner un marché à son profit ou au profit d'un tiers ami ; ne pas suivre les règles des appels d'offres concurrentiels; recevoir des commissions indues et des pots de vin).
- ☉ Tirer profit de la paye des soldats (par exemple percevoir un pourcentage de la masse salariale globale; prétendre payer des soldats fictifs; faire émarger des tiers amis sur des fonds secrets)
- ☉ Tirer profit des biens de l'Etat (vendre des porte-feuilles de biens en-dessous de leur valeur réelle; vendre des équipements surnuméraires ; privatiser des services en-dessous de leur prix réel, en particulier de la formation).
- ☉ Utiliser à des fins personnelles des budgets et des ressources (par exemple payer des frais exorbitants de consultants ; s'approprier ou utiliser des véhicules, des logements, des équipements et autres biens à des fins personnelles ; utiliser le personnel de service à des tâches à caractère privé).
- ☉ Recevoir des sommes d'argent d'entreprises d'armement du secteur privé (par exemple des sources non déclarées de revenus et des occasions de détournement de fonds).
- ☉ Faire un mauvais usage des promotions, des récompenses et des procédures disciplinaires (par exemple népotisme, clientélisme et favoritisme; extorsion de faveurs de la part de subalternes; sabotage des personnes ou des réformes dans le but de préserver ou de sécuriser des avantages personnels).

3. Dans un contexte politique particulier

- ☉ Une politique de défense contestée.
- ☉ Des dépenses de défense sous-estimées ou hors-budget.
- ☉ Une direction malhonnête et des réseaux de pouvoir occultes.
- ☉ Une implication dans les élections et dans la vie politique et un usage frauduleux du pouvoir pour influencer la législation et les investigations parlementaires.
- ☉ Des pratiques corrompues dans les procédures judiciaires.
- ☉ Des liens avec le crime organisé.
- ☉ Le contrôle des services secrets et un usage malhonnête des moyens d'investigation.
- ☉ La capture de l'état et de facto, la prise de contrôle illicite du secteur de la défense.

Les Etats-Unis : le plus grand pourvoyeur et acheteur d'armes au monde

En 2006, les USA représentaient 46% des dépenses militaires mondiales, avec des dépenses dépassant 500 milliards de dollars US. Les quatre plus gros acheteurs qui suivent sont le Royaume-Uni, la France, la Chine et le Japon, chacun représentant environ 5% des dépenses mondiales du secteur. Les USA sont également le plus grand exportateur mondial d'armes conventionnelles. Entre 2002 et 2006, ce pays a exporté pour plus de 32 milliards de dollars US d'armes. Il est suivi de près par la Russie, avec 30 milliards de dollars US d'exportations. Compte-tenu de son rôle dans le commerce mondial d'armes, le soutien des USA est primordial pour lutter contre la corruption dans le secteur de la défense.

Suite à une série de scandales dans les années 1970 et 1980, le gouvernement américain a élevé ses exigences commerciales. Cependant, des événements récents ont montré que le secteur de la défense souffre toujours de pratiques douteuses et d'un manque de transparence :

1. L'earmarking. Citons l'affaire de Randy Duke Cunningham, un député américain qui recevait des pots de vin en échange desquels il attribuait les fonds de la défense à une entreprise particulière. Elle illustre le problème qui se pose lorsqu'un cadre moyen dispose d'une trop grande discrétion et d'importantes sommes d'argent public dévolues à la défense.

2. Le manque de responsabilité des entreprises militaires privées. Les Etats-Unis font de plus en plus appel à des sociétés privées pour mener à bien des opérations militaires. Des allégations de copinage pèsent sur l'attribution de ces contrats tandis que ces entreprises continuent d'agir sans être tenues de rendre des comptes.

3. L'approvisionnement auprès d'un seul fournisseur. D'après un rapport interne du gouvernement américain sur les dépenses militaires, 70% de tous les contrats de défense pour « des pièces et des composants pour la défense (sic) » n'étaient pas concurrentiels (étude basée sur des valeurs pour 2003).⁵

Les Etats-Unis pourraient répondre à ces enjeux en étant un moteur de réformes. Ils devraient exiger des critères de comportement plus rigoureux pour les entreprises du secteur de la défense qui souhaitent pénétrer le marché américain. Ils devraient promouvoir le système américain d'exclusion ou de suspension du marché comme modèle de pratique qui pourrait être adopté par d'autres pays étrangers.

Le manque de compétition dans les procédures de passation de marchés est une autre question à traiter dans le secteur de la défense. Une étude récente a établi qu'à l'issue des procédures d'appel d'offres dans le domaine de la défense, les gouvernements accordaient le contrat au même fournisseur dans 50% des cas, voire plus.⁴ Cette statistique étonnante montre bien la position unique qu'occupent les fournisseurs et les relations étroites qu'ils entretiennent avec les classes dirigeantes de la défense. Ceci ouvre bien entendu la voie à des conduites déviantes dans le processus.

Les affaires compensatoires – également dites offset – sont les investissements additionnels effectués par une compagnie en plus de ses ventes d'armement. Elles constituent un domaine vaste et non régulé qui pose un nouveau défi par rapport à la corruption. Elles sont très répandues dans l'armement, bien que l'Organisation Mondiale du Commerce en ait interdit la pratique dans tous les autres domaines commerciaux. D'après TI, les affaires compensatoires représentent une source de corruption et elles devraient être interdites dans les passations de marchés pour la défense. Pour le moins, les affaires compensatoires devraient être rendues publiques pour une meilleure transparence et un contrôle plus efficace.

4. Les acteurs clés

Le ministère de la défense et les autorités militaires du pays ont un rôle de premier plan à jouer dans la poursuite de réformes pour combattre la corruption. La nature disciplinée des militaires facilite le travail des réformistes qui souhaitent provoquer des changements dans le secteur.

Les entreprises d'armement constituent à la fois une ressource et un partenaire dans la défense de ces réformes. En effet, un certain nombre d'entreprises internationales se montrent aujourd'hui prêtes à jouer un rôle dans l'élaboration de règles contre la corruption lors des passations de marchés. Ces fournisseurs peuvent également être amenés à participer à l'effort de réforme. Le changement positif observé dans le secteur privé montre combien les attitudes par rapport à la corruption ont évolué au niveau international depuis la Guerre Froide. Les entreprises ont désormais conscience des dégâts en termes de réputation que leur coûterait un scandale lié à la corruption. Elles sont également conscientes que beaucoup de gouvernements seraient prêts à les poursuivre en cas d'actions frauduleuses. De plus, de nombreuses entreprises d'armement possèdent un volant d'activité important dans des secteurs non liés à la défense. Il est donc important pour elles de montrer que leurs activités dans le domaine de l'armement obéissent aux mêmes règles que leurs autres opérations.

Les gouvernements exportateurs d'armes doivent soutenir les efforts de lutte contre la corruption entrepris à la fois par les entreprises nationales de ce secteur et par les pays acquéreurs. Les pays exportateurs d'armes comme la France ou les Etats-Unis (voir encadré) font preuve d'une nouvelle détermination en poursuivant de grandes entreprises en justice pour des affaires de corruption. Des ministères favorables à la réforme déploient actuellement des efforts pour

promouvoir l'intégrité de la défense nationale. Malheureusement, l'interruption de l'enquête du gouvernement britannique sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite en 2006 constitue un pas en arrière.

Les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer lorsqu'il s'agit de combattre la corruption dans le secteur de l'armement. Si elles évitent généralement de s'impliquer dans les domaines de la défense ou de la sécurité par principe ou pour des raisons de sécurité personnelle, ces organisations peuvent néanmoins avoir un impact majeur sur le plan national lorsque des instances dirigeantes réformatrices sont au pouvoir dans le domaine de la défense.

Les banques internationales de développement peuvent soutenir les réformes en exigeant les mêmes normes d'intégrité et de transparence budgétaire pour le secteur de la défense que pour les autres secteurs gouvernementaux.

Les organismes de défense internationaux comme l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et les armées pacifiques de l'UA (Union Africaine) et des Nations Unies ont un rôle immense à jouer en exigeant plus de transparence et en mettant en place des normes satisfaisantes dans les opérations de sécurité.

Les écoles militaires, les universités et les instituts de formation peuvent aider à renforcer les capacités en introduisant le sujet de «la promotion de l'intégrité » dans les programmes de développement de carrière des officiers et des responsables employés dans les ministères de la défense.

Le développement de partenariats entre ces acteurs clés est particulièrement nécessaire pour relever les défis que pose la corruption dans les pays en période de conflit et d'après conflit.

Les partenaires du développement se montrent parfois dubitatifs sur la manière dont on peut soutenir les efforts de réforme contre la corruption compte tenu de la pression pour maintenir la paix et pour consolider les accords de cessez le feu. En dépit de la nécessité de mettre en place des institutions gouvernementales qui garantissent une paix et un développement durables, on observe souvent que la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense est complètement absente des programmes d'assistance. Pourtant les forces de paix peuvent soutenir les réformes en mettant en place des stratégies communes de lutte contre la corruption qui reposent sur le savoir et l'expertise locales.

Les pays africains posent ainsi un ensemble de défis uniques lorsqu'on traite de la mise en place de réformes dans le secteur de la défense en partenariat avec différents acteurs. De nombreux pays possèdent un arsenal d'armes inutile (souvent acquis pendant la Seconde Guerre Mondiale), qui dans bien des cas a

Les exemples de réformes anti-corruption menées avec succès

- 🌐 **Afrique du Sud.** Une nouvelle politique de défense a été élaborée après la chute de l'apartheid, après une large consultation et un vaste débat public.
- 🌐 **Colombie.** La mise en place d'appels d'offres pour la défense a été dévolue à une organisation unique qui agit pour tous les services armés et qui est gérée par des civils compétents.
- 🌐 **Corée du Sud.** On a adopté de nouvelles procédures de soumissionnement qui exigent la présence d'un médiateur lorsque les marchés publics sont importants.
- 🌐 **Inde.** Le pays a adopté un pacte d'intégrité comme condition requise lors des appels d'offres relatifs à d'importants contrats.
- 🌐 **République Démocratique du Congo.** Le pays a réorganisé son système de paiement de la solde militaire de manière à ce que les fonds ne soient pas détournés et que les soldats soient payés.
- 🌐 **Croatie.** Les besoins en matière de marchés pour la défense nationale et les budgets militaires ont été publiés pour les 10 années à venir.

été acquis par le biais de transactions frauduleuses et corrompues plutôt que pour des raisons stratégiques. Il n'est pas réaliste d'attendre des pays africains qu'ils éradiquent la corruption dans les achats d'armes s'il n'y a pas un effort équivalent des pays industrialisés pour rendre leurs ventes plus propres. Le journaliste britannique Anthony Sampson déclare à juste titre : « Si l'Afrique représente une cicatrice sur la conscience du monde, cette cicatrice ne peut se résorber si le monde continue à contribuer délibérément à la corruption ».

5. Le rôle potentiel de la société civile

Lors des conférences de Stockholm (en 2000) et de Cambridge (en 2001), les entreprises du secteur de la défense, les gouvernements et les représentants de la société civile se sont accordés à reconnaître que les citoyens pouvaient avoir un impact positif important sur les changements dans le domaine de la défense. Les domaines suivants constituent des opportunités d'impliquer la société civile :

- 🌐 Permettre la prise de conscience au sein des ministères de la défense, des entreprises et des parlementaires qu'il est possible d'obtenir des résultats sur le sujet dans ce domaine.
- 🌐 Utiliser toute passation de marché public comme base pour promouvoir un débat public sur le sujet. Les cadres du ministère de la défense ou l'équipe présidentielle, les responsables des appels d'offres, les membres du parlement, les ambassadeurs, les entreprises d'armement et les médias devraient y être conviés.
- 🌐 Inciter les industries de l'armement à nommer un directeur de la lutte contre la corruption. Ainsi le ministère de la Défense de Pologne a nommé un conseiller anti-corruption, un ancien membre d'une organisation de la société civile.
- 🌐 Suggérer que le ministère de la défense nomme un médiateur indépendant afin de contrôler les passations de marchés d'armement, comme la Corée du Sud l'a fait.
- 🌐 Travailler avec les industries d'armement, en les encourageant à collaborer avec les responsables des ministères des gouvernements réformistes. Il faut veiller à travailler seulement avec des entreprises qui agissent dans le commerce légal des armes.
- 🌐 Utiliser des instruments de contrôle indépendants. Pour exemple, on peut citer l'application des Pactes d'Intégrité de la Défense, des engagements qui font appel à un contrôleur indépendant pour évaluer les processus.

La branche britannique de TI a mis en place un projet qui traite certains de ces enjeux (www.defenceagainstcorruption.org). A ce jour, ce projet s'est largement engagé avec des intervenants européens et américains et il pourrait se développer en direction d'autres acteurs clés comme la Chine et la Russie.

6. Les enseignements

On peut principalement déduire que les conditions n'ont jamais été aussi favorables qu'aujourd'hui pour promouvoir l'intégrité dans le secteur de la

défense – et partant, la réduction de la corruption. Il existe des intérêts communs aux entreprises d'armement, aux institutions de la défense et aux organismes internationaux (comme l'OTAN et la Banque Mondiale).

Les appels d'offres en matière d'armement constituent l'un des secteurs qui pourrait retirer des avantages immédiats d'une plus grande transparence et d'un engagement actif de la société civile. Le pacte d'intégrité, adapté au secteur de la défense, représente le principal instrument de mise en place de ces changements. On observe des exemples de réformes anti-corruption menées avec succès au sein des systèmes de défense nationale des pays suivants. (Voir ci-contre).

7. Propositions d'action pour les principaux intervenants

Chaque pays est différent dans ses approches et ses manières de traiter la corruption. Une mesure efficace dans un pays peut se révéler tout à fait inadéquate dans un autre. Cependant, certains principes émergent et peuvent guider les efforts, basés en particulier sur les travaux de TI. Ces mesures peuvent être considérées comme la prochaine étape d'un plan d'action.

Pour les ministères de la défense et les forces armées :

- 🌐 Parler ouvertement de la nécessité de s'attaquer à la corruption et des bénéfices qui peuvent être retirés de la promotion de l'intégrité dans le système de défense nationale.
- 🌐 Réaliser un diagnostic complet des problèmes essentiels puis se concentrer sur la recherche de solutions.
- 🌐 Utiliser les deux thèmes de l'intégrité et de la transparence afin de faire avancer les travaux.
- 🌐 Entreprendre des actions même si les autres ministères sont réticents. Le ministère de la défense peut retirer des bénéfices de la mise en place de réformes sans disposer d'un consensus intra-gouvernemental.
- 🌐 Engager la société civile même si elle se montre initialement réticente.
- 🌐 Trouver des moyens au sein des hiérarchies militaire et ministérielle pour enquêter sur les responsables et les militaires corrompus et les sanctionner.
- 🌐 Engager activement les fournisseurs du secteur à soutenir les réformes. Exiger d'eux des programmes de conformité crédibles et forts.
- 🌐 Décréter que le terme « catégorie secrète » ne pourra plus être utilisé, sauf dans les circonstances les plus pressantes. Publier le plus largement possible les dépenses et les coûts du secteur de la défense.
- 🌐 Exiger des fournisseurs qu'ils fassent connaître l'existence d'agents et d'intermédiaires et le coût de leur prestation.

Chaque pays est différent dans ses approches et ses manières de traiter la corruption. Une mesure efficace dans un pays peut se révéler tout à fait inadéquate dans un autre..

Combatte la corruption et promouvoir l'intégrité

On observe un véritable élan réformateur dans le domaine de la défense dans plusieurs pays et parmi les institutions inter-gouvernementales. Les bons leaders politiques ont conscience des coûts de la corruption dans l'armement et sont prêts à s'engager de manière constructive avec la société civile.

- Abolir le recours aux affaires compensatoires. Si on doit y avoir recours, insister sur la rigueur des critères dans leur élaboration, leur contrôle et leur divulgation.
- Utiliser l'expertise anti-corruption des banques internationales de prêt et des organisations internationales comme l'OTAN et l'UA.

Pour les entreprises d'armement :

- Collaborer avec d'autres entreprises sur un plan national et international pour élever les standards anti-corruption dans les procédures d'appel d'offres.
- Avoir un programme fort de conformité. Il existe de bons exemples à reproduire.
- Montrer de la rigueur dans l'application du programme de conformité.
- Etablir clairement que les cas de corruption donneront lieu à une enquête au sein de l'entreprise et remonteront à la direction (et veiller à ce que ce soit fait).

Pour les pays exportateurs d'armement:

- Exiger publiquement des entreprises nationales d'armement qu'elles adoptent des mesures fortes de lutte contre la corruption.
- Supporter activement les efforts internationaux pour élever les standards, en travaillant avec les entreprises du secteur et par le dialogue avec l'OTAN et le CPEA (Conseil Permanent Euro-Atlantique).
- Poursuivre plus sévèrement les infractions à la convention contre la corruption de l'OCDE.
- Renforcer la procédure contre la corruption des assurances de crédit à l'export, en particulier en lien avec la divulgation des agents et des intermédiaires.
- Créer un mécanisme qui assiste les pays acquéreurs qui enquêtent sur des cas de corruption des entreprises exportatrices.

Pour les banques de développement multilatérales:

- Faire entrer la défense et la sécurité dans les plans de lutte contre la corruption au même titre que les autres secteurs gouvernementaux. Insister sur la publication de budgets (complets) de la défense.
- Demander des diagnostics et des mesures anti-corruption pour évaluer le secteur de la défense de la même manière que les autres domaines.

- 🌐 Renforcer les capacités dans le domaine de la lutte contre la corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité, dans les pays qui sortent d'un conflit armé comme dans ceux qui bénéficient d'un contexte de développement plus stable.

Pour les organisations civiles:

- 🌐 S'engager dans le secteur de la défense.
- 🌐 Organiser des réunions avec le gouvernement et avec les autres parties concernées afin de susciter l'intérêt du public.
- 🌐 Utiliser l'expertise des officiers militaires à la retraite. Bon nombre d'entre eux se sentent particulièrement concernés par les questions liées à la corruption dans la défense.
- 🌐 Promouvoir des Pactes d'intégrité dans la défense.
- 🌐 Agir en tant qu'organisme de contrôle indépendant.
- 🌐 Promouvoir des publications indépendantes sur le risque de corruption dans le secteur de la défense.
- 🌐 Utiliser le savoir et le soutien de l'équipe qui travaille sur la défense au sein de TI.

Combatte la corruption et promouvoir l'intégrité

Ce document de travail a été préparé par l'équipe de travail sur la Défense de TI-UK et coordonné par le Département Politique et Recherche du Secrétariat International de TI. Il constitue un document de travail de TI qui continuera d'évoluer avec les avancées sur les questions relatives à la défense et à la corruption.

Pour plus d'informations sur le projet « Défense contre la Corruption » de TI – UK, veuillez contacter :

dominic.scott [at] transparency.org.uk
mark.pyman [at] transparency.org.uk

Tel: +44 (0)20 7785 6358
Fax: +44 (0) 20 7785 6355
www.defenceagainstcorruption.org

Pour plus d'information sur ce document de travail, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI :
plres@transparency.orgplres [at] transparency.org

Références:

¹ Values are in constant dollars for 2003 and based on 2005 figures. See: Alyson J.K. Bailes, SIPRI Yearbook 2006. (Stockholm: Stockholm International Peace Research Institute, 2006).

² S. Gupta, L. de Mello and R. Sharan, 'Corruption and military spending', IMF Working Paper, February 2000. www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2000/wp0023.pdf.

³ Control Risks Group. International business attitudes to corruption – survey 2006 (New York: Simmons & Simmons, 2006). www.crg.com/pdf/corruption_survey_2006_V3.pdf.

⁴ R. Wilson, D. Scott and M. Pyman, 'The extent of single sourcing and attendant corruption risk in defence procurement: a first look', presented at the conference 'Public procurement', University of Nottingham, 19-20 June, 2006.

www.defenceagainstcorruption.org/index.php?option=com_docman&task=doc_download&qid=9.

⁵ Department of Defense. Report required by section 812 of the National Defense Authorization Act for fiscal year 2004 (Public Law 108-136). (Washington, DC: US Department of Defense, March 2005). www.acq.osd.mil/ip/docs/812%20report_fy04_addendum.pdf.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Telephone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

International Secretariat

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Germany

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile au premier plan de la lutte mondiale contre la corruption. Grâce à près de 90 sections nationales à travers le monde et son Secrétariat International basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux effets néfastes de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile afin de développer et mettre en œuvre des mesures visant à enrayer la corruption. Pour plus d'informations, consultez : www.transparency.org.